

CIRCULAIRE N° 9 / 2022 – 4 février 2022

OBJET : DIFFUSION DE L'ENQUÊTE « Climat, violences et citoyenneté à l'école primaire en 2021 »

DESTINATAIRES : Responsables des Unions - Conseillers fédéraux

Chères et chers collègues

Notre enquête « Climat, violences et citoyenneté à l'école primaire en 2021 » a été transmise par courrier à tous les DASEN et Recteurs. Chaque Union se doit de la diffuser aux responsables institutionnels, IEN, Maires, partenaires associatifs et médias locaux.

Cette enquête positionne notre mission officielle au centre d'une des préoccupations premières de l'école pendant cette période sanitaire qui impacte profondément son fonctionnement. C'est l'occasion de mieux faire connaître notre fonction para-administrative pour travailler en concertation avec toutes les composantes du Conseil d'école.

Pour commander des exemplaires, voir circulaires 1, 1 bis et 2/2022.

- Le site TOUTEDUC transmet ce jour le texte suivant :

Les écoles maternelles et élémentaires sont touchées par la violence (Fédération des DDEN)

Paru dans Scolaire le jeudi 03 février 2022.

*"La violence est présente dans toutes nos écoles", estime Georges Fotinos. **Celui-ci a été chargé par la Fédération des DDEN d'une étude sur les violences et la citoyenneté à l'école primaire, et les "délégués départementaux de l'Éducation nationale"** ont interrogé et fait remonter les réponses de quelque 3 000 directeurs et directrices d'écoles maternelles, élémentaires ou primaires (réunissant maternelle et élémentaire, ndlr). **Rappelons que les DDEN, fonctionnaires bénévoles, sont désignés par le DASEN pour visiter les écoles, faire remonter les besoins de toute nature.***

L'enquête révèle notamment l'importance des différends avec les parents avec "pour motifs des prescriptions ou convictions religieuses" en ce qui concerne l'organisation des temps scolaire et périscolaire ainsi que la légitimité des enseignements. Ces faits concerneraient "près de 35% des écoles".

Voici les principaux résultats de l'étude.

Les écoles déclarent ce que l'administration de l'Éducation nationale appelle des "faits établissement", dont près de 300 "agressions verbales" (pour une population de 10 000 élèves), une centaine d'agressions physiques, des faits de harcèlement (36), des vols (30), mais aussi des faits de "cyberviolence" ou des "atteintes à la laïcité" (16 et 15, toujours pour une population de 10 000 élèves).

Ces "faits établissement" sont plus souvent déclarés par des écoles situées "hors éducation prioritaire" qu'en REP ou REP+ (plus de 300 "violences verbales", toujours pour une population de 10 000 élèves, contre 200 environ en EP, 130 "violences physiques" contre 102 en REP et 52 en REP+). Si, dans huit écoles sur 10, les personnels se sentent en sécurité, si on en juge par les réponses des directeurs et directrices, ce n'est le cas que de 63 % d'entre eux lorsqu'ils sont "aux abords" de l'école.



L'étude souligne "la forte prééminence des insultes" proférées "en très grande majorité" par des parents, mais aussi des phénomènes de harcèlement, dont les auteurs peuvent être des parents ou des enseignants.

Lorsqu'ils doivent sanctionner un élève, ils (elles) convoquent les parents, c'est la solution la plus efficace, suivie de l'exclusion dans une autre classe ou un "travail d'intérêt général", sanction pourtant assez peu utilisée. En ce qui concerne la prévention, les dispositifs les plus efficaces sont les "ceintures" ("ou même démarche"), mais aussi les programmes de développement des habiletés sociales, et la médiation par les pairs. Les interventions les plus efficaces et les plus utilisées sont, dans l'ordre, celles du psychologue scolaire, du RASED et de l'IEN. Les "équipes académiques Valeurs de la République" ne sont sollicitées que par 7 % des écoles et leur efficacité est classée en dernière position. Quant aux partenariats avec des acteurs extérieurs à l'Éducation nationale, c'est celui avec le "référént police" qui est le plus efficace, même s'il n'est en place que dans un tiers des écoles. Vient ensuite, en termes d'efficacité, le partenariat avec les parents d'élèves, que 9 écoles sur 10 ont formalisé.

Autre enseignement de cette étude, "la Charte de la Laïcité - affiche obligatoire pour toutes les écoles -, n'est ni présentée et expliquée à 25% d'élèves, ni présentée et expliquée à 41% des parents". Si l'enseignement moral et civique est "(presque) partout présent dans les écoles élémentaires, sa transposition à l'école maternelle ne touche que 6 écoles sur 10". Or un quart des directeurs et directrices estiment qu'un quart des parents ne respectent pas le principe d'égalité filles-garçons, ni, dans une proportion équivalente, le principe de fraternité, et ils-elles sont 20 % à estimer "faible" le respect du principe de laïcité, "dans 2,5% des écoles, seuls 0-20% des parents respectent ce principe (l'enquête ne détaille pas ce qu'il faut entendre par "respect du principe de laïcité", ndlr).

- **Sur France Info**

Audio présentant l'enquête à l'initiative des DDEN avec une petite présentation de la fonction.

Près d'un directeur d'école primaire sur deux insulté au cours de l'année 2021, selon une étude indépendante

https://www.francetvinfo.fr/societe/education/pres-d-un-directeur-d-ecole-primaire-sur-deux-insulte-au-cours-de-l-annee-2021-selon-une-etude-independante_4940436.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-

- **Dans Marianne** du 3 février sur 3 pages jointes avec un entrefilet plus que discret : "avec le soutien de la Fédération des délégués départementaux de l'éducation nationale".

Nous avons interrogé l'hebdomadaire sur cette présentation évacuant le travail des Unions, des DDEN et l'initiative de la Fédération. Cette enquête a été décidée par nos instances fédérales, on en a confié l'étude à Georges Fotinos. La mise en page, l'impression et la diffusion ont été assurées par la Fédération.

Amitiés laïques et fédérales.

Eddy Khaldi

PJ : Scan article Marianne

Synthèse Enquête

